



Les paroles prononcées font foi!

Berne, le 23 mai 2011

Point de mire actuel sur la politique de migration: justifié ou provoqué?

Conférence de presse du 23 mai 2011

Francis Matthey

Au cours des dernières semaines, il ne s'est pratiquement pas passé un jour sans que ne soit évoqué au moins un aspect de la migration.

A vrai dire, la CFM devrait s'estimer heureuse que de larges couches de la population s'intéressent au thème de la migration, que les cercles politiques traitent ce domaine, et qu'il y ait presque tous les jours de nouvelles propositions quant à la façon de gérer les rapports avec les immigrés.

Cependant, si l'on considère la manière dont il est débattu des divers aspects de la migration, on peut se demander si ce point de mire fixé sur la migration est bien approprié.

Défis démographiques et croissance – l'immigration est-elle un problème?

Jetons un rapide coup d'œil au sondage de l'institut de recherche M.I.S.Trend publié il y a dix jours. Environ 1'200 personnes et 400 dirigeants (« leaders ») ont été questionnés afin de savoir comment la population suisse voit l'avenir démographique de la Suisse.

En résumé, un journal de Suisse romande a constaté qu'une majorité de personnes pense que les Suisses sont fiers du succès économique de leur pays et est consciente que ce succès est imputable, entre autres, à l'immigration dans notre pays. L'on a décelé des problèmes relatifs à un manque de préparation en vue d'une croissance rapide et continue (notamment en termes d'infrastructures et d'aménagement du territoire). En Suisse alémanique, la tonalité était différente. En effet, la plupart des comptes-rendus rassemblaient les résultats du sondage sous des titres comme : « Les Suisses aimeraient limiter l'immigration » ou « L'acceptation de l'immigration atteint ses limites ».

Cet exemple est symptomatique de ce qui se dit depuis un certain temps sur les thèmes de la migration. Mais vouloir ramener les différences de point de vue exprimées avec cet exemple au contexte du « Röstigraben » serait un raccourci. Certes, on constate régulièrement que la « question des étrangers » est considérée d'une manière beaucoup plus détendue en Suisse romande qu'en Suisse alémanique (et au Tessin), et que l'approche des questions de politique sociétale est généralement différente.

Cependant, si l'on considère l'attitude de la population vis-à-vis des immigrés lors des votations concernant la politique des étrangers, on constate que le scepticisme face aux migrantes et migrants est plus prononcé là où il y a peu de contacts avec les immigrés. Cela vaut pour l'ensemble de la Suisse.

Les questions sociales et « les » étrangers

La CFM observe depuis un certain temps déjà que nombre de questions et de problèmes sociaux sont liés aux questions d'immigration et à la présence des étrangères et des étrangers. Par conséquent, au cours de ses deux dernières sessions de février et mai, la Commission s'est penchée avec une attention particulière sur les peurs et les craintes exprimées publiquement par de larges milieux de la population suisse à l'égard des étrangers. Au cours de sa discussion, la Commission est arrivée à la conclusion que certaines craintes sont compréhensibles, mais que l'on en débat souvent uniquement dans le contexte de la politique de migration, et qu'elles sont rarement traitées dans le cadre du domaine politique auquel elles appartiennent.

C'est pourquoi la CFM ne pense pas qu'il faille briser « des tabous » en matière de question des étrangers ; elle propose bien plus de traiter les divers défis qui se posent à notre pays dans le cadre des domaines politiques auxquels ils appartiennent réellement.

- Croissance

Les problèmes qui découlent de la croissance dépendent aussi de la thématique de migration – mais pas uniquement. De l'avis de la CFM, les questions qui se posent ici doivent être traitées dans le contexte de la politique d'aménagement du territoire, de la création d'infrastructures, des transports et du logement. Le sujet de la « menace de l'environnement » corrélé à la croissance doit aussi être abordé au sein des champs politiques cités.

- Vieillesse de la population et sécurité sociale

La Suisse profite des paiements des travailleurs étrangers versés à ses assurances sociales. Le Département fédéral de l'intérieur a calculé que, sans l'immigration, l'AVS serait déficitaire depuis 1992. En outre, l'immigration ralentit le vieillissement démographique, qui serait plus rapide s'il n'y avait que des Suisses vivant dans notre pays. Cependant, il faut bien se dire qu'à long terme, la migration à elle seule ne suffira pas à freiner le vieillissement de la population. Ici aussi, il conviendra de trouver des approches nouvelles pour assurer la sécurité sociale.

- Marché du travail

Dire que l'économie suisse ne pourrait pas prospérer sans les travailleuses et travailleurs étrangers est une lapalissade. Sans eux, une grande partie du secteur des services et du secteur industriel s'effondrerait. Les grands groupes ne sont pas les seuls à avoir besoin de personnel spécialisé venant de l'étranger. Pour 80 % des petites et moyennes entreprises, le défi majeur consiste actuellement à recruter du personnel bénéficiant d'une bonne formation. Pendant la phase préparatoire des votes sur la libre circulation des personnes, la CFM n'a cessé de souligner que les mesures d'accompagnement constituaient un élément indispensable de l'ouverture vis-à-vis des pays de l'UE. Les efforts en ce sens doivent se faire non seulement dans l'intérêt des employés, mais aussi dans celui de l'économie et des entreprises.

Conférence de presse du 23 mai 2011, politique de migration

- Une société pluraliste

La Suisse est un modèle de succès en termes d'intégration, même si d'aucuns ont un avis différent. Il y a néanmoins dans ce champ politique des questions ouvertes qui ne peuvent pas trouver de réponses définitives, par exemple : comment les institutions doivent-elles s'organiser pour que notre société accepte sa nécessaire pluralité? Il conviendrait de pousser la réflexion afin de déterminer comment les habitantes et habitants de ce pays pourraient se sentir citoyennes et citoyens actifs et s'engager en tant que tels – indépendamment de leur passeport –, comment ils pourraient œuvrer en toute responsabilité pour contribuer à perpétuer la pluralité de la société suisse.